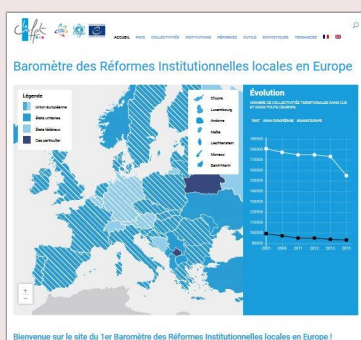




► Baromètre des réformes institutionnelles locales en Europe.

CNFPPT ; AIEIA (Association internationale des écoles et instituts d'administration), octobre 2018. En ligne

Ce baromètre présente un état des lieux des niveaux et strates de collectivités en Europe ainsi que des évolutions et réformes de "simplification" conséquentes réalisées depuis la crise financière de 2008.

Il permet également de fournir des points de repère et d'apporter un éclairage sur les réformes territoriales qui ont eu cours en Europe depuis 10 ans. Il compare 49 pays européens (dont 28 sont membres de l'Union européenne et 47 du Conseil de l'Europe) comptant près de 200 000 collectivités (dont près de 90 000 dans l'Union européenne) et montre que le nombre de collectivités baisse de 14 % en Europe et de 6 % dans l'Union européenne. Il est mis à jour régulièrement et en partenariat avec le conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et le Conseil de l'Europe.

Conférence des villes

► Responsabilité sociale, autonomie fiscale : les villes s'engagent ! Numéro spécial 18e Conférence des Villes.

France urbaine.

Territoires urbains, n°143, septembre 2018. En ligne

Retours sur la 18e édition de la Conférence des Villes, organisée par France urbaine le 19 septembre dernier. A l'occasion d'une première séquence intitulée « Les nouvelles responsabilités sociales des territoires urbains », les élus locaux ont mis en avant ces responsabilités sociales qui font plus que jamais parti de l'ADN de l'action locale. En attestent les plans pauvreté et santé, présentés ces derniers jours, qui insistent sur le rôle déterminant des territoires sur les politiques sociales : la politique de la ville, la santé, l'éducation et les activités périscolaires, l'accès au logement, autant de responsabilités qui sont ancrées dans les réalités urbaines et métropolitaines, par ailleurs déclinées dans le Pacte de Dijon. Dans une seconde séquence, consacrée à « La décentralisation à l'épreuve de la réforme fiscale », il a été rappelé que des moyens financiers devaient nécessairement accompagner la montée en compétences des espaces urbains sur ces enjeux. En matière d'autonomie fiscale, ont été évoqués la suppression de la taxe d'habitation, la transparence fiscale ou encore les contrats financiers, qui visent à limiter les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales.

Développement économique

► Le rôle économique des régions : de l'ambition à l'action.

Région de France, septembre 2018. 48 p.

Cette étude présente la mobilisation des régions en faveur de développement de leur territoire et leur capacité à fédérer les écosystèmes économiques. Parmi les grandes tendances qui s'en dégagent, la volonté réaffirmée par toutes les régions d'investir massivement dans l'innovation technologique, dans la recherche, dans la création, la transmission et la reprise d'entreprises mais aussi, dans l'internationalisation et la conquête de nouvelles opportunités économiques. Par ailleurs, cette étude présente, de manière synthétique, les grandes orientations et priorités inscrites dans les Schémas régionaux de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). Elle dresse un panorama des dispositifs retenus et des premiers résultats obtenus. L'étude ouvre la réflexion sur les modalités qu'il conviendrait de retenir pour accroître encore l'impact de l'action économique des régions.

► Chômage et territoires en 2017 : des disparités marquées.

Ministère du Travail - Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques.

Dares résultats, n°43, septembre 2018. 9 p.

En 2017, le taux de chômage s'élève à 9,1 % en France métropolitaine. Au niveau régional, les Pays de la Loire affichent un taux de 7,8 %, les Hauts-de-France 11,6 % et La Réunion 22,8 %. Plus on descend à un niveau territorial fin, plus les disparités sont marquées. Si ces disparités apparaissent souvent comme le produit de l'histoire – notamment industrielle – du pays, elles s'expliquent également par un impact différencié de la crise économique de 2008 selon les régions, les départements et les zones d'emploi.

► Entrepreneuriat et innovation au cœur d'un territoire : le cas des femmes entrepreneures sociales des quartiers.

Amélie Notais ; Julie Tixier.

Innovations, 2018/3 n° 57, pp. 11-37.

Cet article pose la question suivante : dans quelle mesure les femmes des quartiers construisent-elles un modèle innovant de l'entrepreneuriat ? Il s'appuie sur l'étude d'une expérimentation sociale visant à former les femmes à l'entrepreneuriat social au cœur de La Courneuve. Il dresse le portrait de l'entrepreneuriat dans sa diversité « pluriel(le) et métissé(e) » (Germain, 2017). La méthodologie qualitative se fonde principalement sur les récits des entrepreneures. C'est une conception singulière de la notion de l'entrepreneur, de l'entrepreneuriat et de l'implication des parties prenantes que proposent ces femmes. Cette réflexion conduit vers de multiples figures de l'entrepreneuring. Chacune entreprend le territoire pour un mieux vivre-ensemble. Elles engagent toutes un mouvement citoyen et innove socialement.

► Les lieux de travail, reflets de la diversité économique.

IAU-IDF - P. Leroi ; R. Roger ; M. Bouleau.

Note rapide Économie, n° 785. Septembre 2018. 6 p.

En analysant les données de l'*Enquête globale transport*, cette *Note rapide* propose une image inédite de l'économie en croisant les caractéristiques des emplois avec ceux de l'immobilier d'entreprise. En effet, à partir des réponses apportées par les Franciliens au sujet de leurs déplacements, il est possible de connaître les lieux dans lesquels ils travaillent. Et également d'identifier la part des principales catégories sociales pour chaque type de lieu de travail identifié. Cela permet donc, à une époque où les nouveaux modes de travail propulsés par le numérique bouleversent le rapport à l'espace, de donner un repère essentiel en proposant une photographie de la relation entre type d'emploi et type d'immobilier au début des années 2010.

Education



► Évitement de la carte scolaire à l'entrée en 6e : le privé attire aussi les élèves des quartiers prioritaires.

CGET – Observatoire national de la politique de la ville.

En détail. Ed. CGET. Septembre 2018. 16 p.

Une récente étude de l'Observatoire national de la politique de la ville met en évidence des pratiques d'évitement scolaire parmi les élèves des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) lors de leur entrée en classe de 6e. Délaissant le public, certains intègrent le privé. À la fin de l'année scolaire 2015-2016, 6,2% des élèves des QPV ayant accédé pour la première fois (hors redoublement) en classe de 6e ont rejoint un collège privé alors qu'ils fréquentaient une école publique en primaire (graphique 1).

Ce taux est toutefois inférieur à celui des élèves résidant dans les unités urbaines englobant les QPV (10,2 %). Le privé attire, il est vrai, surtout les classes favorisées, sous-représentées dans les QPV. Pour autant, le passage du primaire au secondaire constitue un moment particulier où certaines familles, en QPV comme hors QPV, ne font plus suffisamment confiance au système public pour la scolarité de leur enfant.

► La ségrégation sociale entre collèges.

B. Boutchenik et P. Givord (Insee) ; O. Monso (Ministère de l'Education nationale - DEPP).

Insee analyses, n° 40, septembre 2018. 4 p.

La ségrégation sociale observée dans les collèges reflète en partie la ségrégation résidentielle : dans les grandes villes, du fait de l'application de la carte scolaire, les profils sociaux des collèges publics sont très différenciés, car les caractéristiques sociales des quartiers correspondant à leur secteur de recrutement le sont également. Néanmoins, les choix des familles amplifient nettement la ségrégation sociale entre élèves à l'entrée en 6e : dans les villes de Paris, Bordeaux et Clermont-Ferrand étudiées ici, cette ségrégation serait entre un tiers et moitié moins élevée si les élèves étaient scolarisés dans le collège public de leur quartier. Ce surcroît de ségrégation s'explique pour l'essentiel par le choix de certaines familles en faveur de l'enseignement privé : la composition sociale des élèves scolarisés dans un collège privé se distingue fortement de celle des élèves de leur quartier qui restent dans un collège public. Le choix d'un collège public en dehors du secteur assigné par la carte scolaire n'accroît la ségrégation entre les établissements scolaires que de façon marginale : si les élèves concernés ont une origine sociale qui se distingue parfois de celle de leur secteur, ils côtoient *in fine* dans leur collège des camarades de milieux sociaux variés.

► Territoires perdus ou territoires vivants de la République ? Enseigner dans les quartiers populaires.

France Culture. Septembre 2018. 58 mn.

Deux enseignants, Iannis Roder, qui avait participé à l'ouvrage *Les Territoires perdus de la République* (2004) et Marguerite Graff qui a participé à l'ouvrage collectif *Territoires vivants de la République*, nous racontent comment ils pensent et conjuguent transmission des valeurs et des savoirs dans des banlieues populaires.

Egalité - Inégalité

► 1990 - 2018 : trois décennies d'inégalités et de redistribution en France.

Laboratoire sur les inégalités mondiales – World inequality lab.

A.Bozio ; B. Garbinti ; J. Goupille-Lebret ; M. Guillot et T. Piketty.

WID.world Issue Brief, Note thématique 2018/2, septembre 2018. 8 p.

Le laboratoire sur les inégalités mondiales – World inequality lab publie sa deuxième *Note thématique*, en partenariat avec l'Institut des politiques publiques. Dans cette note, le groupe d'économistes a comparé l'évolution des inégalités de revenus et de la redistribution fiscale en France et aux États-Unis. Leurs travaux indiquent que le système socio-fiscal français a contribué à diminuer les écarts de revenu disponible de 23% en moyenne sur la période 1990-2018.

► L'égalité femmes - hommes : comment la favoriser dans les quartiers prioritaires ?

Centre de ressources Ville au carré. Publ. septembre 2018. 32 p.

Depuis trois ans, à la demande de la direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité Centre-Val de Loire, le centre de ressources Villes au Carré mène une mission qui vise à renforcer la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes comme un axe « prioritaire et transversal » des contrats de ville. Ce premier numéro *Focus* est un dossier pour aider les acteurs et les actrices des contrats de ville à porter des initiatives qui améliorent l'égalité entre les femmes et les hommes dans les quartiers et les autres territoires.

► L'écart numérique entre les hommes et les femmes.

Giulia Barbucci.

Conseil économique et social européen, 19 septembre 2018. En ligne

Le Parlement européen a demandé cet avis exploratoire pour alimenter un débat sur "La numérisation et le rôle des femmes". L'écart numérique entre les hommes et les femmes résulte de la discrimination envers les femmes, qui débute dès le plus jeune âge, souligne le Comité. Dans son avis, le Cese propose une approche à plusieurs niveaux et réclame des politiques globales s'attaquant à différentes sources d'inégalité. L'écart numérique entre les hommes et les femmes ne se réduit pas à un problème purement technologique mais constitue un enjeu économique, social et culturel. Afin de combler cet écart, les mesures en la matière doivent donc prendre en compte différents domaines, à savoir le système éducatif, de l'enfance à l'âge adulte, le marché du travail, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les services publics et la fracture numérique en général.

Evaluation

► L'évaluation des politiques publiques.

Idées économiques et sociales, n° 193 - 2018/3. 80 p.

Le dossier souligne la complémentarité des approches économiques et sociologiques, et montre que l'optimalité ne doit pas être le seul critère d'évaluation des politiques publiques. Il souligne également la fragilité de certains résultats, en particulier des évaluations *ex ante* réalisées avant la mise en œuvre des politiques publiques.

Grand Paris

► Du Grand Paris à Paris en Grand.

Roland Castro.

Rapport remis au Président de la République et rendu public le 25 septembre 2018. 161 p.

Au sommaire : "Le Grand Paris aujourd'hui" (diagnostic, rappel historique, photographie sociale et économique, urgence climatique, sociale et sociétale, ...) ; "Vers un Paris en grand" (remodeler, dézoner, un droit d'urbanité pour tous, ...) ; "Paris en grand, une nouvelle modèle de métropole mondiale" ; "Une métropole à construire en commun" ; "La fabrique de Paris en grand" (inventer un nouveau statut de scénariste urbain, création d'une Ecole mondiale de l'urbanité, ...) ; "Des actions à

deux ans, pour les JO et à 15 ans". En complément en fin de rapport, se référer aux contributions de Michel Cantal-Dupart, d'Olivier Klein, de Thierry Lajoie, d'Alexandre Chemetoff et de Jean Haëntjens notamment.

Innovation

► Les espaces de coworking. Le rôle des proximités dans les dynamiques collaboratives.

Anne-Laure Le Nadant ; Clément Marinos ; Gerhard Krauss.

Revue française de gestion, n° 272 - 2018/3, p. 121-137.

Cette recherche étudie le rôle des différents types de proximité dans les dynamiques collaboratives des espaces de coworking. À partir d'entretiens avec des acteurs des espaces de coworking situés dans des villes petites et moyennes, l'étude met en évidence que la proximité géographique ne suffit pas pour générer des collaborations et que d'autres formes de proximité sont nécessaires. Elle révèle aussi que la proximité électronique est importante pour s'affranchir des distances et que la proximité d'opportunité favorise la collaboration interorganisationnelle.

Métropole

► Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?

Marie-Christine Fourny (sous la dir.)

Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine, 106-2 - 2018, mis en ligne le 3 septembre 2018.

Ce numéro invite à mettre en débat la question de la relation entre villes et montagnes, à l'aune de la métropolisation. Il s'interroge sur l'existence et les formes d'une nouvelle territorialité : la « métropole montagne » est-elle seulement une ville alpine plus étendue ou bien cette intégration entre espaces montagnards et urbains conduit-elle à des productions inédites ? Que nous dit-elle sur la transformation des relations politiques, sociales et économiques entre villes et montagnes, aussi bien dans les imaginaires que dans l'action territoriale qui les actualise ? [...]

Outre-mer

► Quel avenir pour les Outre-mer ?

Pierre Joxe ; Anaïs Bréaud ; Jean-Marc Mormeck ; Sylvaine Gaulard ; Eric Ginesy et al.

Après-demain, n° 47 - 2018/3. 44 p.

Dédié aux Outre-mer, ce numéro fait appel à des spécialistes d'horizons divers pour aborder les questions comme les caractéristiques des populations des territoires ultramarins, la santé dans ces territoires, le droit à l'instruction, le coût de la vie, le poids politique des ultramarins, le rôle des Outre-mer à servir, dans leur environnement régional, de relais des intérêts culturels, économiques et stratégiques de la France.

Participation citoyenne

► La citoyenneté - être (un) citoyen aujourd'hui.

Conseil d'Etat.

La Documentation française, septembre 2018. 211 p. Coll. *Les études du Conseil d'Etat*.

Cette étude analyse l'ensemble des ressorts contemporains de la citoyenneté, dans son champ national mais aussi local et européen. Elle en souligne les dimensions juridiques et institutionnelles, en analysant les évolutions du statut du citoyen ébranlé par la crise de confiance dont souffre le système représentatif, par la persistance d'inégalités et par une perception brouillée des devoirs inhérents à la vie civique. Mais l'étude s'attache également à analyser la seconde dimension de la citoyenneté, relative à l'engagement des citoyens dans des actions d'intérêt collectif, qui n'exprime plus un statut dans le champ politique, mais une vertu dans le champ social.

Périurbain

► La France périurbaine.

France Inter. 27 septembre 2018. 54 mn.

Parfois assimilés aux marges reléguées, les territoires périurbains représenteraient l'espace du repli sur soi, de l'égoïsme, le délitement du lien social, ils seraient un sous-espace urbain. Habiter à la périphérie d'une grande ville, rêve ou cauchemar ? Ne faut-il pas changer de regard sur ces territoires ? Invités : les sociologues Hervé Marchal et Jean-Marc Stébé.

Prévention

► Police intercommunale et prévention de la délinquance. Enjeux et pratiques.

Assemblée des communautés de France (AdCF).

Note d'analyse. Publ. septembre 2018. 10 p.

Les résultats de l'enquête de 2018 confirment la tendance observée en 2013, à savoir celle d'un faible déploiement des services de police intercommunale (seulement 20 % des communautés et métropoles répondantes). Les principales raisons relèvent de réticences des maires, ainsi que de considérations liées au coût. La prévention de la délinquance fait l'objet d'une appropriation plus forte à l'échelle intercommunale (56 % des répondants), reposant majoritairement sur un contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance. Les réponses apportées à l'enquête donnent à voir plusieurs motivations ayant présidé à cette organisation et les atouts qu'elle présente.

Santé

► Stratégie de transformation du système de santé - Repenser l'organisation territoriale des soins (Rapport final).

Pierre Pribile ; Norbert Nabet.

Ministère des Solidarités et de la Santé, septembre 2018. 22 p.

En mars 2018, le Premier ministre et la ministre des Solidarités et de la Santé ont confié à 12 pilotes l'examen de cinq chantiers prioritaires pour réformer le système de santé : qualité des soins et pertinence des actes, organisation territoriale, modes de financement et régulation, ressources humaines et formation, numérique. Les responsables de ces chantiers ont rencontré près de 2000 personnes (médecins, professions paramédicales, étudiants, patients, fédérations, syndicats...). A l'issue de cette étape de consultation, six rapports ont été remis à la ministre qui ont permis de déterminer trois engagements prioritaires pour mener à bien le projet « *Ma santé 2022* » : placer le patient au cœur du système, organiser l'articulation entre médecine de ville, médico-social et hôpital pour mieux répondre aux besoins de soins en proximité et repenser les métiers et la formation des professionnels de santé.

► Comment faire reculer les déserts médicaux.

Thomas Barnay.

***The Conversation*, 18 septembre 2018. En ligne**

Mardi 18 septembre 2018, le Président de la République a présenté les orientations de la stratégie de transformation du système de santé. Celle-ci ambitionne notamment de résorber les déserts médicaux, ces portions de territoire sous-dotées en médecins. Pour tenter d'y parvenir, les pouvoirs publics ont privilégié depuis 2007 des mesures incitatives financières. Sans grand succès : selon la Cour des Comptes, ces mesures ont un coût global estimé à 20,4 millions d'euros en 2015, pour 20 500 bénéficiaires... Afin d'être efficace, la « régulation » de l'installation des médecins libéraux devra plutôt être repensée en tenant compte des aspirations des médecins.

Service au public

► En cinq ans, davantage de services à la population dans les grandes villes.

Insee - Frédéric Châtel ; Robert Reynard.

Insee focus, n° 125. Septembre 2018. En ligne

Entre 2012 et 2017, le nombre de points d'accès à des services à la population a augmenté. C'est le cas notamment pour certains services de proximité (taxis, artisans du bâtiment, etc.). Ces évolutions modifient peu la hiérarchie entre régions, celles du Sud présentant toujours davantage de points d'accès par habitant. Rapportée à la population, l'implantation de services progresse plus vite dans les grandes agglomérations, et notamment dans les banlieues, que dans les plus petites aires urbaines.

En complément de l'étude nationale, l'Insee publie [11 études régionales](#) sur l'évolution des services à la population.

Urbain

► Les études urbaines en France : une méthodologie sans discipline ?

Centre d'études européennes et de politique comparée - Clément Boisseuil.

Institut national de la recherche scientifique. Septembre 2018. 17 p.

Cet article soutient que les études urbaines n'ont pas atteint un statut de discipline clairement définie en France en raison des conflits épistémologiques qui traversent le champ des sciences sociales de l'urbain. A partir de l'exemple d'un protocole d'enquête relatif à la mise en œuvre des programmes français de rénovation urbaine et suite à un examen de quelques-uns des travaux et perspectives ayant fondé les études urbaines en France, l'article propose de mettre davantage en dialogue les travaux de ce champ de recherche dans une logique d'interdisciplinarité favorable à la structuration d'une discipline spécifique.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquelquesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)